

Du global au local :
Repenser les relations entre l'environnement social et la santé mentale
des immigrants et des réfugiés

Cécile Rousseau, Ghayda Hassan, Nicolas Moreau, Uzma Jamil et Myrna Lashley

Alors que beaucoup d'études sur la santé mentale des immigrants et des réfugiés continuent à mettre l'accent sur la psychopathologie et les facteurs de risque pré-migratoires, l'importance de l'environnement post-migratoire s'impose de plus en plus comme un déterminant majeur de la santé mentale de ces populations traditionnellement considérées comme à risque (Porter et Haslam, 2005). Le phénomène de globalisation entraîne une transformation des phénomènes migratoires et des relations internationales. Ainsi, les environnements d'accueil évoluent de façon rapide et exigent des changements paradigmatiques non seulement au niveau de la compréhension des enjeux pour la santé mentale des immigrants mais aussi sur le plan de la planification des services et des programmes intersectoriels.

Cet article propose un survol d'études québécoises récentes, conduite par l'équipe de recherche et d'intervention transculturelle (ERIT) réalisées auprès d'immigrants et de réfugiés, d'adultes et d'enfants, de la grande région montréalaise en ce qui a trait à la dialectique entre les contextes local et international. En présentant des recherches portant sur 1) les familles originaires des philippines et des caribes anglophones, 2) les communautés du Maghreb/Moyen-Orient et haïtienne ainsi que 3) les communautés musulmanes du sud-asiatique, cet article se veut une réflexion sur les associations complexes entre les spécificités québécoises et canadiennes et les enjeux plus globaux. Nous interrogeons les liens possibles entre des événements publics (tels que le débat sur les accommodements raisonnables ou encore sur les événements de Montréal Nord), les nouveaux visages de la discrimination, la montée de la suspicion face à l'Autre (généralement associée à la guerre contre le terrorisme) et la santé mentale des familles appartenant à des communautés minoritaires.

Un futur impossible? Discrimination et santé mentale pour les jeunes originaires des caraïbes et des philippines.

Deux études réalisées entre 2004 et 2006 interrogent le décalage entre, d'une part, les perceptions d'institutions québécoises, tels que les commissions scolaires ou les services sociaux et de police qui rapportent des problèmes importants de comportement chez les jeunes et, d'autre part, la compréhension des représentants des communautés qui perçoivent les transgressions des jeunes comme étant davantage le fruit de facteurs environnementaux. Ces derniers soulignent le rôle de la discrimination qui survient dans un contexte d'immigration marqué par des séparations familiales prolongées fragilisant les familles (Lashley, 2000; Measham, 2002).

La première étude (Rousseau, et coll. 2008; Rousseau et coll. 2009) interroge 254 familles originaires des philippines et des caraïbes fréquentant des écoles secondaires Montréalaises. La deuxième étude (Lashley et coll. 2005) porte, quant à elle, sur 63

jeunes originaires des caraïbes dans les CEGEP anglophones de Montréal. Les résultats révèlent que dans les deux études susmentionnées, la discrimination vécue est significativement plus présente pour les jeunes issus des Caraïbes comparativement à leurs pairs philippins ($t = 4.38$; $p < .001$). Dans les classes de niveau secondaire, 12.7% des jeunes issus des caraïbes disent avoir été frappés pour cause de racisme, 43.2% avoir été insultés, 34.7% avoir subi des impolitesses et, enfin 32.3% avoir été traités injustement. Dans le cadre de la première étude, les analyses des régressions logistiques montrent que la discrimination émerge comme facteur prédictif significatif des troubles de comportements pour les jeunes issus des Caraïbes et des Philippines alors que ceci n'est pas le cas ni pour les variables d'âge et de genre (classiquement associées à ces problèmes), ni pour le vécu de séparation familiale pourtant très fréquent chez ces groupes de population. Globalement, la prévalence des troubles de comportement chez les 254 jeunes recrutés demeure significativement plus faible que chez leurs pairs Québécois dans les mêmes environnements scolaires (Rousseau, et coll. 2008). Cependant, chez les jeunes originaires des Caraïbes, les problèmes de comportement augmentent significativement avec la durée de séjour au Québec, ainsi que chez les jeunes de deuxième génération.

Les données qualitatives des deux études susmentionnées révèlent que la discrimination est au cœur du vécu des familles et des jeunes rencontrés (et ce qu'ils soient issus des caraïbes ou des philippines) (Rousseau et coll. 2009). De plus, ces jeunes s'indignent du silence et de la résignation de leurs parents face à la discrimination. Alors que les jeunes Philippines conservent des espoirs de changement et d'ascension sociale, ceux originaires des Caraïbes sont plus pessimistes quant à leurs possibilités de sortir de l'exclusion sociale vécue leurs parents et d'accéder à des emplois correspondants à leurs compétences. Les données sur les facteurs associés à la réussite des jeunes originaires des caraïbes dans les CEGEP révèlent que ceux-ci canalisent leur colère et leur révolte face à la discrimination et à l'absence de perspective d'avenir en investissant, de manière résiliente, dans leurs études et en s'appuyant sur leur confiance dans leurs familles et en Dieu. Plusieurs demandent à Dieu de les soutenir dans leurs efforts de réussite et de les aider à ne pas se fâcher contre des figures d'autorité du pays hôte (Lashley, et coll 2005). Les résultats de ces deux études mettent en lumière la gravité des formes implicites et « politiquement correctes » de racisme qui entretiennent l'ambiguïté et placent perpétuellement ces jeunes et ces familles en position d'agresseur, dans la mesure où ils deviennent d'une certaine façon responsables des formes intangibles de discrimination qu'il dénoncent.

Évaluation : Perception de la discrimination (1998-2007) et santé mentale chez les nouveaux arrivants

En 1998, l'enquête sur les communautés culturelles du Québec (ci-après ECC) a dressé un portrait de la santé des immigrants récents (arrivés au Québec depuis moins de 10 ans) issus des quatre communautés culturelles suivantes : 1) Maghrebine/Moyen-Orientale, 2) chinoise, 3) haïtienne et 4) hispanophone (ISQ, 2002). En 1998, les individus issus des communautés du Maghreb/Moyen-Orient rapportaient le plus faible taux de discrimination (25.8%) comparativement aux membres de la communauté chinoise

(39%), haïtienne (31.1%) et hispanophone (31.8%). La perception de la discrimination constituait alors un déterminant plus important de la santé mentale chez les immigrants récents que l'emploi ou la maîtrise d'une des deux langues officielles (Rousseau et Drapeau, 2002).

En 2007, nous avons réalisé une étude comparant, à l'aide des mêmes échelles, la perception de la discrimination chez deux de ces communautés (haïtienne et Maghrébine/Moyen-Orientale) après le 11 septembre 2001 afin de mesurer l'éventuel impact de la guerre au terrorisme et du discours sécuritaire sur les relations intercommunautaires.

Les résultats montrent que la perception de la discrimination a presque doublé de 1998 à 2007, et ce quelle que soit l'origine ethnique (haïtienne ou arabe) ou religieuse (musulmane ou chrétienne) des répondants. La discrimination perçue passe de 31.1% en 1998 à 54.3% en 2007 pour les haïtiens et de 25.8% en 1998 à 37.4% en 2007 pour les arabes. Néanmoins, et malgré cette croissance significative de la discrimination, les répondants rapportent, en moyenne, moins de détresse psychologique qu'en 1998. De plus, si on compare les deux communautés culturelles entre-elles, on constate que l'impact de la discrimination sur la santé mentale négative (SCL-25) est, en moyenne, plus élevé chez les sujets arabes-musulmans interrogés en 2007, comparativement à ceux de 1998. Comment expliquer ces résultats? D'une part, il semble que l'emploi - qui était dans une période faste à cette époque - a joué un rôle protecteur sur le plan de la santé mentale. D'autre part, les expériences de discrimination semblent renforcer les solidarités communautaires, particulièrement chez les participants arabes-musulmans. Ces solidarités se manifestent autour d'un niveau de religiosité plus élevé ($r=.193$, $p<.05$), qui à son tour, est associée à une meilleure estime de soi collective ($r=.304$, $p<.001$). Ainsi, la religiosité protégerait la santé mentale des participants arabes-musulmans contre les effets négatifs de la discrimination en renforçant leur sentiment d'appartenance au groupe et en leur procurant confort et soutien à travers une plus grande observance des rituels religieux, possiblement, dans un geste de résistance (Bierman, 2006). Cette stratégie, a priori protectrice, peut toutefois constituer une arme à double tranchant, puisque les solidarités religieuses et l'exhibition des symboles et pratiques islamiques est aujourd'hui perçue comme une source de menace pour les valeurs et à la sécurité du groupe majoritaire (Esses, Dovidio et Hodson, 2002).

Faire sens d'un contexte menaçant et le transmettre : les familles musulmanes du sud asiatique.

Alors que la guerre en Irak menaçait d'éclater, nous avons collaboré avec certaines écoles afin d'essayer d'atténuer les contrecoups du contexte international qui se traduisent par une polarisation des revendications identitaires et religieuses dans certains quartiers (Rousseau et Machouf, 2005). Subséquemment, nous avons mis sur pieds, en partenariat avec les communautés pakistanaise et Bengali, deux recherches qualitatives portant sur la compréhension du contexte international et les conséquences possibles de ce dernier sur la santé mentale des familles dans le quartier parc Extension de Montréal.

Une petite ethnographie comparant l'expérience de sujets pakistanais de Parc Extension à celle de Pakistanais vivant à Karachi (Rousseau et Jamil, 2008) a révélé que ces deux groupes de populations n'adhèrent pas aux thèses occidentales dominantes dans les médias au sujet des attentats du 11 septembre. Ainsi, la théorie du complot est largement reprise et le recours à des « preuves » pour l'étayer, évoque en miroir les positions de l'administration américaine de l'époque. Au-delà de ces convergences, certaines différences apparaissent autour des possibilités de s'exprimer sur ces sujets. À Karachi, les répondants donnent libre cours à leur colère face aux contrecoups sociaux et politiques du contexte international dans leur pays et face à une ingérence étrangère qu'ils perçoivent comme injuste. Cela n'est pas le cas à Montréal puisque la peur menant au silence et à l'évitement prévaut, les individus ne se sentant pas assez en sécurité pour parler librement.

Étant donné l'ampleur du fossé entre les perceptions des communautés et celles du pays hôte, une recherche subséquente a essayé de comprendre les modalités de communication entre parents et enfants autour de cette délicate question. Il s'agissait de saisir le rôle que les parents attribuaient aux écoles quant au positionnement moral de leurs enfants face à un contexte international omniprésent dans les foyers par le biais des médias. Vingt familles (parents et enfants) d'origine bengalaise ou pakistanaise ont participé à des entrevues qualitatives. Les résultats confirment l'évitement et les peurs suscités par les questions de politique internationale. Alors que l'ensemble des parents reconnaissent le rôle majeur de l'école afin de sensibiliser et de mobiliser les enfants dans le cas de catastrophes naturelles, la plupart s'oppose à ce que l'institution scolaire aborde les questions politiques, jugeant que les positions présentées seront trop partiales. Leurs craintes sont que les éventuelles discussions autour de cette thématique n'aggravent la polarisation existante entre « eux » et « nous ». Les parents ayant une vision moins clivée et plus rassurante de la société hôte ont, quant à eux, tendance à conférer à l'école un mandat d'information et d'éducation autour de questions sensibles dont l'abord requiert un climat de respect mutuel. Du côté des jeunes et des enfants, les résultats indiquent que ceux-ci perçoivent et internalisent les peurs de leurs parents, même si, de par leur appartenance à des écoles multiethniques, ils ont souvent des positions moins tranchées que leurs aînés. Plusieurs jeunes ont également mentionné avoir un rôle actif à jouer dans l'amélioration des relations intercommunautaires, et ce en mettant l'accent sur leur capacité de complexifier les représentations de leur communauté ainsi qu'en promulguant les solidarités entre jeunes.

Conclusion

L'ensemble des recherches évoquées suggère que l'espace montréalais du vivre ensemble est soumis à des tensions croissantes, même si celles-ci demeurent généralement en deçà de ce qui est rapporté dans d'autres métropoles multiethniques. Les tensions intercommunautaires locales sont associées par les communautés minoritaires aux conflits globalisés et aux transformations des manifestations du racisme dans un contexte où celui-ci, non seulement persiste, mais resurgit (Bourgeault, 2004). Les communautés vivant la discrimination raciale depuis longtemps subissent également le contrecoup du discours sécuritaire même si elles ne font pas spécialement parties des communautés

actuellement visées (cf. communauté haïtienne), comme peuvent l'être les communautés musulmanes (Helly, 2004; Razack, 2008). Ces contextes social et politique ont un impact complexe sur la santé mentale des communautés, tant chez les adultes que chez les enfants. D'une part, les peurs- alimentées par une actualité sensationnaliste autour d'évènements publics (débat sur les accommodements raisonnables, émeutes de Montréal-Nord) - génèrent une détresse psychologique d'autant plus importante que les représentations du « eux » et « nous » sont nettement dichotomisés. D'autre part, on assiste à l'émergence de stratégies de résistance comprenant, en outre, une affirmation identitaire et une cohésion accrue des groupes qui se sentent menacés. Si ces stratégies permettent temporairement de maintenir un équilibre, elles creusent aussi un fossé de plus en plus grand entre les communautés, entre la société hôte et les groupes minoritaires.

Bien que toutes ces recherches présentent des limites et doivent conséquemment être interprétées avec la prudence requise, elles confirment l'urgence de promouvoir des collaborations autour de l'élaboration de programmes de lutte contre le racisme et la discrimination entre professionnels de la santé mentale, écoles et autres acteurs sociaux, tels que les médias et la police. Ces collaborations devraient, nous semble-t-il, être fondées sur des stratégies élaborées *par* et *avec* les familles appartenant aux minorités, en reconnaissant la légitimité de leur résistance face aux injustices sociales. De tels programmes doivent aussi s'adresser aux peurs et aux sentiments de menace d'une majorité fragilisée pour s'adresser aux tensions qui, s'ils débordent l'espace social Québécois, y réactive de vieilles blessures identitaires. Les interventions doivent être repensées de façon créatrice en misant sur les solidarités sociales existantes.

Bibliographie

- BIERMAN, Alex. «Does religion buffer the effects of discrimination on mental health? Differing effects by race.» *Journal for the Scientific Study of Religion*, vol. 45, (2006), p.551-565.
- BOURGEAULT, Guy. «La constance résurgence du racisme. Pourquoi?» *Racisme et discrimination Permanence et résurgence d'un phénomène inavouable* Saint-Nicolas: Distribution de livres, 2004, Univers, p. 260-280.
- ESSES, V.M., J.F. Dovidio, J et G. Hodson. «Public Attitudes Toward Immigration in the United States and Canada in Response to the September 11, 2001 "Attack on America».
Analysis of Social Issues and Public Policy, vol.2, n° 1, (2002), p 69-85.
- HELLY, Denise. «Are Muslims discriminated against in Canada since September 2001?»
Journal of Canadian Studies, vol.36, n°1, (2004), p.24-47.
- LASHLEY, Myrna. The unrecognized social stressors of migration and reunification in Caribbean families. *Transcultural Psychiatry*, vol. 37, n° 2, (2000), p. 201-215.
- LASHLEY, Myrna., et coll. *Student Success: The identification of strategies used by Black Caribbean youth to achieve academic success*. Montreal: FQRSC, (2005).
- MEASHAM, Toby. *Children's representations of war trauma and family separation in play*. Unpublished master's thesis, Thèse soutenue par l'auteur à l'université McGill, en 2002.
- PORTER, Matthew., et Nick Haslam,. «Predisplacement and Postdisplacement Factors Associated With Mental Health of Refugees and Internally Displaced Persons: A Meta-analysis». *JAMA*, vol. 294, n° 5, (2005), p. 602-612.
- RAZACK, Sherene. *Casting out: The eviction of Muslims from Western law and politics*. Toronto: University of Toronto Press, 2008.
- ROUSSEAU, Cécile., et Aline DRAPEAU, «Santé mentale - Chapitre 11», *Santé et bien-être, immigrants récents au Québec: une adaptation réciproque? Étude auprès des communautés culturelles 1998-1999*, Montréal: Les Publications du Québec, 2002, p. 211-245.
- ROUSSEAU, Cécile., et coll. *Prevalence and correlates of conduct disorder and problem behavior in West Indian and Filipino immigrant adolescents* (en ligne), 2008 (consulté le 21-4-2008). Sur internet : <http://dx.doi.org/10.1007/s00787-007-0640-1>. doi:10.1007/s00787-007-0640-1
- ROUSSEAU, Cécile., et coll. «From the family universe to the outside world: Family relations, school attitude and perception of racism in Caribbean and Filipino adolescents». *Health and Places*, vol. 15, n° 3, (2008), p. 721-730.
- ROUSSEAU, Cécile., et Uzma JAMIL. «Meaning and perceived consequences of 9/11 for two Pakistani communities: From external intruders to the internalisation of a negative self-image». *Anthropology and Medicine*, vol. 15, n° 3, (2008), p.163-174.
- ROUSSEAU, Cécile., et Anousheh MACHOUF. «A preventive pilot project addressing multiethnic tensions in the wake of Iraq war». *American Journal of Orthopsychiatry*, vol. 75 n° 4 (2005) p. 466-474